



HAL
open science

Les enjeux du retour en Israël

William Berthomiere

► **To cite this version:**

William Berthomiere. Les enjeux du retour en Israël : une lecture de géographie politique à partir du cas des Juifs ex-Soviétiques. William BERTHOMIERE, Christine CHIVALLON. Les diasporas dans le monde contemporain, Karthala, pp.317-336, 2006. halshs-00185774

HAL Id: halshs-00185774

<https://shs.hal.science/halshs-00185774>

Submitted on 7 Nov 2007

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les enjeux du retour en Israël : une lecture de géographie politique à partir du cas des Juifs ex-soviétiques¹

William BERTHOMIÈRE
Migrinter, UMR 6588 MITI (Poitiers)

Cardinale pour les uns, obsolète pour les autres, la notion de retour reste bien difficile à définir. Elle représente l'incarnation d'une valeur, celle de l'unité organique entre un peuple et sa terre ancestrale. De tout temps et de tous les lieux de la *galout*, le vœu inlassablement répété de « L'an prochain à Jérusalem » a souligné le lien indéfectible qui existe entre sionisme et immigration. Avec l'événement que constitue le 14 mai 1948, elle est aussi perçue comme une rupture. Le lien entre sionisme et immigration est pensé – pour une partie de la diaspora dès la création de l'État et rétrospectivement pour d'autres – comme un vœu pieux qui n'a plus de véritable vocation car le sionisme a rempli sa tâche en offrant au peuple juif sa renaissance nationale. Après plus d'un siècle de sionisme politique, le débat demeure néanmoins ouvert, d'autant plus que les questionnements sur la production de l'antisémitisme et la place du judaïsme, sur lesquels a notamment reposé le débat d'idées qui a fédéré la pensée sioniste, sont toujours des éléments prégnants du débat auquel est venu

1. Ce chapitre est une synthèse des réflexions présentées sur le thème du retour lors du séminaire ACI Diasporas *Le Retour des diasporas : entre argumentation politique et pratiques sociales et circulatoires des migrants* (Poitiers, 2004) et de trois colloques : *2000 ans de diasporas* (Poitiers, 2002), *Refugee Repatriation: Process, Patterns and Modes of Transnationality. A Comparative Approach* (Ramallah, 2004) et *Rural-Urbain. Nouveaux liens, nouvelles frontières* (Poitiers, 2004).

se surajouter la question du conflit avec les Palestiniens, qui n'a fait que gagner en intensité depuis ses origines dans les années vingt. Dans son article « La révolution sioniste est morte »², Avraham Burg a livré toute son inquiétude sur une période qu'il pressent comme la fin de « l'aventure sioniste » et a souligné le dilemme qu'offre cette « tectonique » du sionisme où jouent côte à côte une pluralité de modes de relations au foyer national en diaspora et au sein même d'Israël. Prétendre embrasser cette question dans sa totalité sans risquer de tomber dans l'excès est chose impossible, comme a pu le montrer la vague de réactions qu'a suscitée la parution du texte d'Avraham Burg, même si la question est foncièrement celle-ci : comment penser ce mouvement national aujourd'hui alors qu'il s'est construit sur une utopie politique non sans contradictions lorsque le discours national formulait le souhait de devenir une « lumière des nations » sans rejeter l'idée d'« une terre sans peuple pour un peuple sans terre ». Il ne s'agit donc pas de mesurer, au filtre de l'état des relations entre sionisme et immigration, la pérennité de cette idéologie nationale mais bien plus de l'observer à travers ce miroir qu'est le retour afin de saisir au mieux, à travers l'exemple des juifs ex-soviétiques, les questionnements qui intéressent aujourd'hui dans son quotidien cet archétype autocentré de diaspora.

Le retour ou l'expression de la « révolution sioniste »

Le retour constitue le cœur de la révolution sioniste. Pensée comme un idéologie qui a « ordonné » au peuple juif « de quitter son milieu ambiant situé en diaspora pour s'établir sur cette terre d'Israël ancienne et nouvelle à la fois » (Yehoshua, 2005), le retour compose un prisme d'observation de la force du politique sur le destin des populations mais aussi un espace de lecture privilégié des fragilités originelles du projet sioniste.

L'aliya³ ou le support de l'idéologie sioniste

Impulsée par l'activité diplomatique d'un homme, Théodore Herzl, qui a donné à la pensée sioniste toute sa dimension politique dès la fin du XIX^e siècle, l'immigration n'a cessé de s'accroître jusqu'à la création de l'État en 1948 : les premiers sionistes émigrant vers la Palestine, poussés

2. « La révolution sioniste est morte », *Le Monde*, 10.09.2003.

3. Le terme *d'aliya* aux fondements religieux signifiant « ascension, montée » est utilisé en Israël pour définir l'immigration juive. Le terme *yerida* « descente » est employée pour décrire l'émigration juive d'Israël. Dans cette terminologie, le mot *oleh* (pl. *olim*) désigne « celui qui monte », l'immigrant juif. *A contrario*, celui qui émigre d'Israël est nommé *yored* « celui qui descend ».

notamment par la multiplication des pogroms en Europe orientale et par le désir de rétablissement du « Pays d'Israël », les suivants y trouvant prioritairement un refuge face à la montée du fascisme en Europe. Puis, dès sa création, les immigrants juifs (*olim*) sont « montés » en Israël dans le cadre législatif qu'a offert la promulgation de la Loi du retour (1950) qui autorise l'entrée du pays à tout juif et de la Loi sur la nationalité (1952) permettant l'acquisition de la nationalité israélienne à tout immigrant juif. Ainsi, alors que la première guerre israélo-arabe fait rage et que plus de 750 000 Palestiniens prennent la route de l'exil, ce sont plus de 650 000 *olim*, principalement des juifs rescapés de la Shoah mais aussi originaires du Moyen-Orient, comme les juifs d'Irak, qui ont trouvé refuge dans le jeune État et permis le doublement de sa population. Puis, avec la décolonisation, c'est depuis les rives maghrébines de la Méditerranée que des milliers de juifs sont partis pour Israël. L'immigration marocaine des années 1950 et 60 (270 000 personnes) a constitué la troisième plus importante *aliya* de l'histoire migratoire d'Israël et a permis à l'État d'approcher les trois millions d'habitants dont 2 435 000 juifs. Au lendemain de ces deux grands vagues migratoires, *l'aliya* s'est peu à peu tarie. La croissance démographique d'Israël a décliné de moitié pour passer de 3 % par an sur la décennie soixante à 1,4 % par an à la fin des années quatre-vingt. Par la suite, seuls deux événements sont venus troubler l'histoire migratoire d'Israël après 1965. La guerre des Six Jours, en faisant rejaillir la crainte d'un nouveau génocide, a créé un fort mouvement de solidarité au sein de la diaspora, concrétisé par un net sursaut de *l'aliya*⁴. Cette période a d'ailleurs été la seule où les grands foyers de la diaspora ont véritablement participé à l'essor démographique d'Israël⁵. Le second événement migratoire a été l'ouverture, plus ou moins grande suivant l'état des relations américano-soviétiques, des frontières de l'URSS à l'émigration juive. Ainsi, entre 1965 et 1989, *l'aliya* s'est élevée à plus de 400 000 personnes, majoritairement des juifs soviétiques. Plus récemment, l'ouverture totale des frontières du bloc soviétique et l'effondrement du régime de Mengistu sont venus redonner à la courbe de *l'aliya* le profil de ses premières années : les immigrants d'ex-URSS et d'Éthiopie comptant respectivement pour plus de 900 000 et 65 000 personnes dans la population israélienne d'aujourd'hui. Avec le retour en nombre des juifs d'ex-URSS et d'Éthiopie, l'État d'Israël s'est retrouvé, de fait, réinscrit

4. Parallèlement, la Guerre des Six Jours a entraîné à nouveau sur les routes de l'exode plus de 200 000 Palestiniens.

5. Entre 1965-1971, six fois plus d'*olim* issus des grands établissements de la diaspora (Canada, États-Unis, France, Royaume-Uni, ont été enregistrés par rapport à la période 1961-1964 (30 550 contre 4 795). Au total, ces immigrants n'ont représenté que 6,5 % du flux global d'immigration juive enregistré entre 1948 et 1989.

dans une temporalité du retour alors qu'il s'en était quelque peu distancé (Anteby, 1998). L'accalmie migratoire des années 1970-80, que seuls quelques sursauts d'immigration étaient venus perturber, avait amené à une redéfinition des rapports entre la diaspora et Israël et à une concomitante définition des contours du « nous, les Israéliens ». Ce passage d'une temporalité du retour à un temps de « l'entre soi » n'avait pas été exempt de répercussions sociales (cf. figure 1).

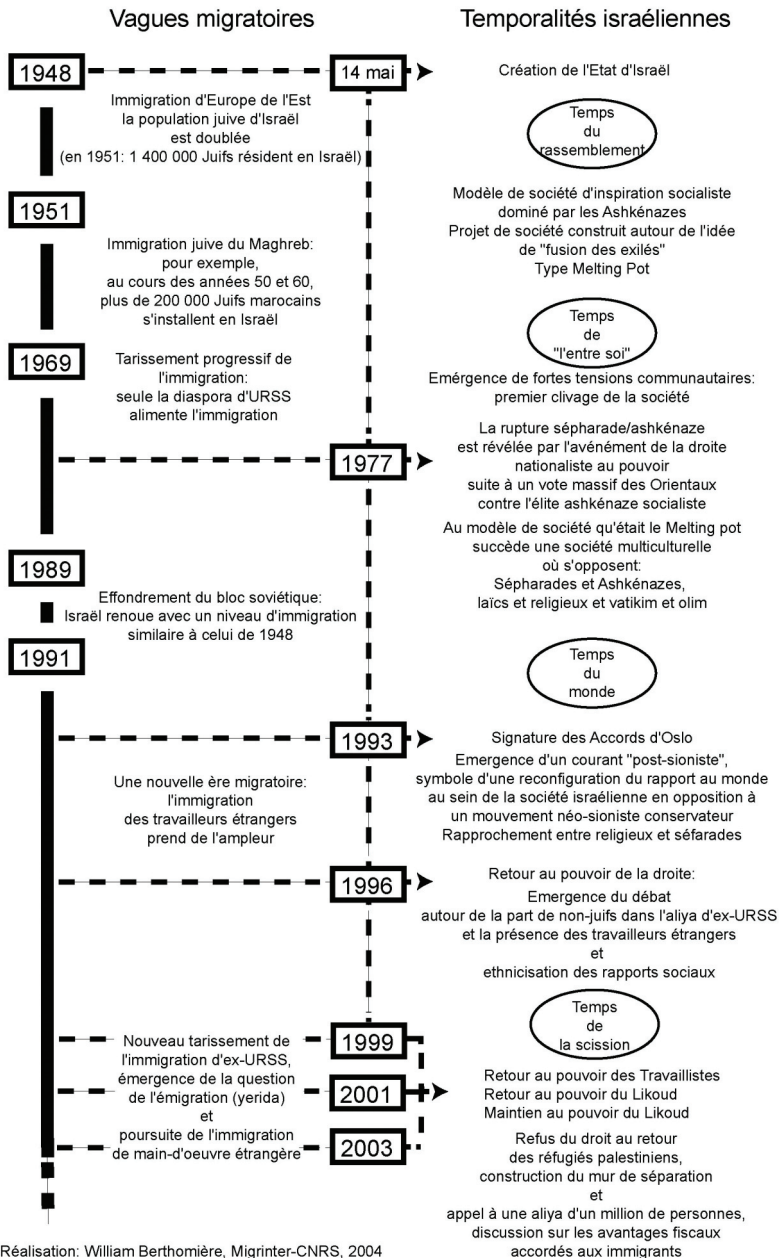
Urgence, « angoisse des retrouvailles » et globalisation ou les éléments d'une reformulation du projet sioniste

La multiplication des conflits armés avec les pays voisins et la nécessité de sécuriser les espaces périphériques du pays ont poussé les Pères fondateurs de l'État sur la voie d'une stratégie territoriale qui a reposé sur la dispersion des nouveaux arrivants afin de mieux contrôler le territoire et répondre à l'urgence de la situation géostratégique. Fondée sur l'idée, exprimée par Golda Meir, que « la frontière de l'État se trouve là où sont les Juifs », la création d'un ensemble d'établissements de populations au sein de l'espace rural israélien s'est faite en laissant de côté la dimension sociale que requerrait alors l'installation de populations déracinées. La création, dans l'urgence, d'un tissu humain dans les espaces périphériques d'Israël (le Néguev au sud, et la Galilée au nord) s'est trouvée génératrice d'une fracture socio-spatiale. Très rapidement, les difficultés rencontrées par les aménageurs d'État pour assurer l'essor économique des villes de développement ont eu pour effet de dessiner une ligne de fracture entre ces régions périphériques et le cœur du pays constitué par la région métropolitaine de Tel-Aviv.

Peuplées dans leur très grande majorité par des Juifs orientaux (venus d'Afrique du Nord ou du Moyen-Orient), les populations des territoires périurbains et ruraux ont progressivement inscrit leur représentation des inégalités sociales dans une grille de lecture articulée autour de la ligne de fracture « séfarade-ashkénaze ». Le repli sur lui-même que connaît le pays à la fin des années soixante-dix avec l'affaiblissement de la dynamique migratoire n'a en rien permis de réduire cette fracture. À défaut d'une « fusion des exilés » par la rencontre des filles et fils d'Israël, cette période voit émerger une société multiculturelle où les problèmes communautaires ont pris une importance considérable démontrant qu'ils n'étaient pas que transitoires⁶. L'année 1977 marque doublement cette temporalité puisqu'elle est l'occasion, lors des élections de mai, d'un vote de rejet exprimé par les Séfarades envers l'establishment ashkénaze et,

6. Voir notamment les travaux de S. N. Eisenstadt.

Figure 1 - 1948-2003 : Schématisation des contextes migratoires et sociaux d'Israël



avec l'accession au pouvoir de la droite nationaliste qui en découle, le moment d'une intensification de la politique de colonisation des territoires occupés depuis 1967 (cf. figure 1). Avec cette arrivée au pouvoir du *Likoud* se mettent en place les premiers éléments de complexification des clivages sociaux d'Israël où s'entrecroisent les facteurs socio-économiques, politiques, communautaires et religieux.

Un tel processus a abouti à la production d'un sionisme de « l'entre deux » structuré le long d'un axe néo-sionisme/post-sionisme, où le premier, comme l'a défini Uri Ram, « représente un mouvement de repli identitaire, nationaliste, raciste et anti-démocratique, qui cherche à élever des barrières autour de l'identité nationale israélienne (...) qui se nourrit de la violence du conflit israélo-arabe et du bas niveau d'intégration dans l'économie capitaliste » et où le second se présente tel « (...) un courant "libertaire" d'ouverture qui souhaite réduire les barrières de l'identité nationale et y intégrer "l'autre" » (Rom, 1998).

C'est dans ce spectre social, aux bornes fortement prononcées, que se sont inscrites les vagues migratoires des années quatre-vingt et surtout quatre-vingt-dix avec l'arrivée de milliers de juifs éthiopiens et de près d'un million de juifs d'ex-URSS. Ces deux vagues migratoires ont participé à l'affirmation de ce processus de complexification des rapports sociaux, notamment par l'importance croissante des partis dits ethniques comme le *Shas* (parti séfarade orthodoxe) ou *Israel Be'Aliya* (parti russe créé par Nathan Charansky) dans le débat de société.

À la fin des années quatre-vingt-dix, Israël apparaît comme « tiraillé » entre ces deux pôles – post et néo-sionistes – et voit toute tentative de négociation sociale neutralisée par son incapacité à faire évoluer un processus de construction nationale « empêtré » dans un pseudo *statu quo* entre société civile, religieuse et militaire, en fait très en faveur de cette dernière. Le projet sioniste, alors qu'il a rempli sa « mission » en ayant offert une terre d'accueil pour près de 2 millions et demi de juifs et en regroupant près de 40 % de la population juive mondiale, subit aujourd'hui la critique tant sur le plan interne qu'externe. En Israël, la question de l'ethnicisation des rapports sociaux se fait de plus en plus prégnante et confirme, comme l'avait souligné Vladimir Jankélévitch, l'inévitable angoisse des retrouvailles que comporte en lui le projet sioniste. L'émergence du débat sur la part « grandissante » des non-juifs dans l'immigration d'ex-URSS ou sur le racisme que peut affronter la communauté éthiopienne est en cela révélatrice des débats que peut susciter aujourd'hui le retour (Anteby, 1999). Cette dynamique sociale est d'autant plus forte qu'elle est mêlée à de nouvelles questions liées à présence de travailleurs

étrangers⁷ comme la création d'un *jus soli* pour les quelque 2 000 enfants d'immigrés non-juifs sans réelle existence légale en Israël⁸.

Autant d'éléments qui alimentent la critique sur le sionisme de plus en plus fréquemment décrit comme un projet national qui faillit à son devoir de production de cohésion nationale. L'observation « grandeur nature » – avec le « retour » de plus d'un million de juifs ex-soviétiques – de la révolution sioniste offre donc une clef de lecture supplémentaire à la compréhension de la question du retour des diasporas.

« **Aujourd'hui à Moscou, demain à Jérusalem ?** » : Le retour, une dynamique migratoire complexe

Le retour entre choix et contraintes

Trois dimensions structurent cette première approche du retour des juifs d'ex-URSS. Vers quelle(s) destination(s) émigrer et qui préside à ce choix est la première des questions. Il s'agit d'une dimension qui mêle les intérêts des émigrants mais aussi ceux de l'État d'Israël. Une véritable géopolitique du retour est ainsi rendue visible. Parallèlement, les dimensions contextuelles et individuelles sont à explorer. La politique d'accueil (pré) détermine les modes d'inclusion dans la société et les interactions sociales qu'elle suscite sont l'une des principales clefs de lecture de la place du retour dans l'idéologie nationale israélienne.

Comme l'a fort justement fait remarquer S.-A. Rozenblum (1982) avec l'expression « L'an prochain à Jérusalem... ou ailleurs », l'histoire de l'émigration juive d'ex-URSS a montré que le retour vers la « mère patrie » n'occupait pas toujours la place qui lui est attribuée dans une pensée classique des relations diaspora-« diasporés ». De nombreux juifs soviétiques, visa pour Israël en poche, se sont interrogés sur le pays vers lequel ils allaient se diriger. Au cours de la vague des années soixante-dix, une part impor-

7. La spirale de violence qui s'élève au milieu des années quatre-vingt-dix, suite à l'enlèvement du processus d'Oslo, a eu pour conséquences d'affaiblir le capital économique palestinien par les fermetures répétées et de plus en plus prolongées des frontières d'Israël aux travailleurs palestiniens mais aussi d'obliger Israël à trouver à l'extérieur une main-d'œuvre de remplacement. Avec les appels à main-d'œuvre étrangère et de par son fort potentiel économique en Méditerranée orientale, Israël s'est donc trouvé inscrit dans le système migratoire international et s'est découvert pays d'immigration avec le remplacement progressif de sa main-d'œuvre palestinienne par des travailleurs émigrés – réguliers et irréguliers – venus de dizaines de pays (environ 250 000).

8. Voir l'article « Children of Illegal Workers Ask Court for Rights », *Ha'aretz*, 6.01.2004.

tante des émigrants n'a pas emprunté le chemin de « Sion » comme avaient pu le faire leurs illustres prédécesseurs, David Ben Gourion, Ytshak Ben Zvi ou encore Golda Meir. Sur leur trajet vers la Terre promise qui avait pour étape Vienne, un nombre non négligeable de juifs d'URSS ont profité de ce transit pour en faire une véritable croisée des chemins et se diriger vers une autre destination. Ainsi, Vienne est devenue la ville du choix, une sorte de gare de triage pour cette communauté juive. Si les défections n'ont représenté qu'une part minime du flux total d'émigration vers Israël dans les années 1970-74, le mouvement a très rapidement pris de l'ampleur. En 1977, plus de la moitié des 16 000 juifs quittant l'URSS ont choisi, une fois à Vienne, de se diriger vers une autre destination qu'Israël, principalement les États-Unis et le Canada (via Rome)⁹. En 1979, ils ont été plus de 80 % et le « record de défections » a été atteint en 1988 avec plus de 88,5 % de « *drop-outs* » (Dominitz, 1997). Cette zone de transit à Vienne, nécessaire du fait du refus soviétique d'établir des lignes directes avec Israël, posait de réels problèmes au gouvernement israélien et a été la source de vives tensions avec les organisations juives américaines puisqu'elles offraient une alternative au retour¹⁰.

À ce facteur s'ajoutaient des motivations liées à la personnalité même des émigrants. Il ne fait aucun doute que les juifs issus des grandes agglomérations de Russie et des États occidentaux de l'Union en général, de par leur plus grande assimilation ou « russification » ont préféré émigrer ailleurs qu'en Israël. À l'inverse, les juifs traditionalistes tels ceux de Géorgie qui avaient pu conserver une culture juive au cours de ces années de régime soviétique ont choisi de réaliser la prophétie : « L'an prochain à Jérusalem ».

La lecture des statistiques concernant l'émigration juive sur la période 1968-1980 a confirmé ces orientations « infra-communautaires ». Pour exemple, plus de 60 % des juifs de Moscou et de Minsk, qui ont émigré sur cette période, ont choisi de ne pas se rendre en Israël, cette proportion attei-

9. Les migrants qui se détournent du chemin vers « Sion » sont nommés en hébreu « *noshrim* » et un tel acte est appelé « *neshira* », en anglais *drop-out*.

10. Deux organisations accueillait les juifs soviétiques à Vienne : l'Agence Juive en tant qu'instance représentant l'État d'Israël, et une organisation américaine *HIAS*. Cette dernière justifiait sa présence par le fait que tous les juifs ne désiraient pas émigrer en Israël et qu'il était de son devoir d'assister ceux qui optaient pour une émigration vers l'Amérique du Nord. Y. Dominitz (1997) a également souligné l'importance du complexe de culpabilité, issu de « l'inactivité » de la communauté juive américaine, au cours des décennies 1930 et 1940, comme motivation à l'action de soutien des juifs d'URSS sur la période 1970-1989. Le refus d'un pont aérien direct entre les deux pays était pour l'URSS, le moyen de calmer les États arabes qui ne voyaient pas d'un très bon œil le départ des juifs qui allaient accroître le contingent militaire israélien.

gnant même les 80 % pour ceux originaires de Leningrad et Kiev, tandis que parmi ceux issus de foyers juifs traditionnels du Caucase et d'Asie centrale, les « *drop-outs* » n'ont pas dépassé les 5 % du flux d'émigration. Ces défections ont constitué un réel affront pour Israël qui avait tant lutté pour le droit à l'émigration des juifs d'URSS. Même si Israël a vu immigrer plus de la moitié des quelques 295 000 juifs qui ont quitté l'URSS sur cette période, le faible entrain de ces juifs à venir en Terre promise était le catalyseur d'une réelle remise en question. L'État d'Israël s'est d'autant plus interrogé que l'URSS était le seul réservoir de population juive susceptible de venir en Israël pour « repousser » l'enjeu démographique inhérent au conflit israélo-palestinien.

Si au fil des années soixante-dix et quatre-vingt, l'émigration juive d'ex-URSS peut être envisagée comme une résultante d'un rapprochement Est-Ouest, il faut remarquer que l'orientation du flux d'émigration est également le produit de la pression israélienne exercée sur le gouvernement américain. En effet, si la diplomatie israélienne a su convaincre la Maison blanche de faire de la liberté de mouvement pour les juifs d'URSS une condition *sine qua non* d'un resserrement des liens américano-soviétiques, elle a également su agir pour limiter au maximum les possibilités d'émigration outre-Atlantique (Jones, 1996). Ceci s'est notamment fait grâce à la signature d'un accord avec les autorités soviétiques en août 1988, où Moscou acceptait d'émettre des permis de sortie du territoire uniquement pour Bucarest. En faisant de la Roumanie¹¹ le point de transit où les candidats à l'émigration se voyaient accorder uniquement des visas pour Israël, la part des *noshrim*, de ceux qui se déroutaient d'Israël pour les États Unis a été notablement réduite, passant de 88,5 % à 19,7 % entre 1988 et 1990. Puis, avec l'ouverture totale des frontières de l'URSS au début des années quatre-vingt-dix et l'établissement de relations aériennes directes, Israël est devenu le seul véritable espace d'immigration possible (Tableau 1, p. 326).

L'économie du retour

Avec l'entrée de plus de 300 000 juifs d'ex-URSS en 1990 et 1991, Israël a dû réapprendre à être un pays d'accueil et, dans l'urgence, faire face aux besoins et aux attentes de ces « nouveaux Israéliens ». Quelque peu débordé par le nombre des immigrants d'ex-URSS, l'État a mis sur pied un programme dit « d'intégration directe » où chaque immigrant s'est

11. Après négociations diplomatiques, Israël a également obtenu le droit d'établir des vols directs depuis Varsovie et Budapest, des villes « hors de portée » des organisations juives américaines.

Tableau 1 - Émigration des juifs ex-soviétiques et de leurs conjoints non-juifs selon le pays d'accueil (1989-1998, en milliers)

Années	Total	Dont			Part d'Israël dans le total (%)
		Israël	États-Unis ^(a)	Allemagne	
1989	72	12.9	56 ^(b)	0.6	18
1990	205	185.2	6.5	8.5	90
1991	195	147.8	35.2	8.0	76
1992	123	65.1	45.9	4.0	53
1993	127	66.1	35.9	16.6	52
1994	116	68.1	32.9	8.8	59
1995	114	64.8	21.7	15.2	57
1996	106	59.0	19.5	16.0	56
1997	99	54.6	14.5	19.4	55
1998	83	46.0	7.4	17.8	55
1989-1998	1,240	769.9 ^(c)	290 ^(d)	114.9	62

(a) Données annuelles pour 1991-1998 concernant uniquement les immigrants pris en charge par HIAS assisted emigrants. (b) Departures. (c) Total does not equal the sum for years due to rounding. (d) Including emigrants who had not been assisted by HIAS.

Sources : Mark Tolts, « Russian Jewish Migration in the Post-Soviet Era », The European Population Conference, June 2001, Helsinki.

vu attribuer un soutien financier pour une année, assorti de détaxes sur une variété de produits et de conditions d'emprunts préférentielles notamment pour l'immobilier et une totale liberté de choix quant à son lieu de résidence dans le pays.

La mise en place de ce programme dit « d'intégration directe » n'a toutefois pas permis d'éviter une déstabilisation du pays dont l'origine plongeait ses racines dans l'inadéquation existante entre les besoins des immigrants et les objectifs de la politique gouvernementale. Le gouvernement Shamir était bien plus tourné vers la réalisation d'un « grand Israël » que vers l'aide à l'installation des nouveaux arrivants. La politique de construction de logements avait été soit reléguée au domaine privé (qui ne s'était pas empressé de construire pour les immigrants, ce qui a provoqué une pénurie de logements), soit prise en main par l'État et essentiellement orientée vers les espaces périphériques d'Israël (la Galilée et le désert du Néguev) ou au-delà de la Ligne verte¹², ce qui ne répondait pas aux attentes des nouveaux immigrants. Parallèlement, le gouvernement découvrait le paradoxe de

12. Cette expression désigne les frontières d'Israël avant les conquêtes territoriales de 1967.

l'intégration de cette vague migratoire qui était l'obstacle que constituait la surqualification des migrants. Parmi les ex-Soviétiques arrivés entre 1990 et 1995, 40 % avait effectué treize années et plus d'études (environ 25 % pour la population israélienne). Leur intégration professionnelle était d'autant plus difficile à réaliser qu'il existait une réelle inadéquation entre l'offre et la demande : inadéquation pure et simple liée à l'inutilité des qualifications possédées tels les ingénieurs en pétrochimie ou métallurgie ; inadéquation liée à une saturation du secteur concerné comme celui de la médecine notamment (Rajiman, 1998).

Comme dans bien d'autres situations d'immigration, le temps a contribué à gommer les aspérités et rugosités qui caractérisaient ce processus d'insertion socio-économique au début des années quatre-vingt-dix (Siegel, 1998). Aujourd'hui, les ex-Soviétiques ont un taux de chômage identique à celui des autres Israéliens et ne présentent plus de problèmes de logement. Bien au contraire, ils sont aujourd'hui près de 80 % à être propriétaires de leur logement (Moia, 1996 ; Alterman, 2002). Ce panorama statistique laisse néanmoins dans l'ombre un processus d'insertion socio-économique où la valeur collective du retour tend à s'amenuiser.

Le retour comme miroir des mutations sociales d'Israël ?

Pour l'ensemble des Israéliens, la question de la capacité d'Israël à accueillir de larges vagues d'immigrants s'est faite de plus en plus présente. Le caractère massif de ce « retour » a en effet perturbé la lecture qui pouvait être faite des évolutions de la société israélienne. Les citoyens israéliens ont été contraints de se repenser dans un temps du retour, avec toute la charge idéologique que contient cette notion en Israël, alors même que cette temporalité, pour bon nombre d'entre eux, ne faisait plus partie intégrante de leur façon de penser la société.

Le processus de re-stratification sociale qu'a connu Israël au cours des années quatre-vingt avec, comme l'a souligné Claude Klein (1999), le passage d'un clivage classique « droite-gauche ou riches-pauvres » à des clivages superposés articulés autour de deux blocs opposés – un bloc « religieux-séfarade-droite » et un bloc « laïque-ashkénaze-gauche » –, a eu pour effet d'inscrire les immigrants dans ce nouveau schéma d'analyse sociale et a progressivement mené à une ethnicisation de la lecture des interactions sociales suscitées par leur retour. Ce recours à l'ethnique, loin d'être scientifiquement valide – ne serait-ce que du fait que la très grande majorité des juifs ex-soviétiques, comme l'a rappelé Denis Charbit¹³, ont

13. Cf. l'article « Le facteur ethnique dans l'électorat "russe" : permanence et mutation » sur le site interne du CERI dans la rubrique Kiosque (juin 1999).

voté pour l'un des deux grands partis du pays (le parti travailliste ou le *Likoud*) – a surtout eu pour intérêt de souligner la crainte qu'a pu soulever l'idée de retour et les conflits d'usage existant dans les modes d'incorporation des groupes dans la société israélienne.

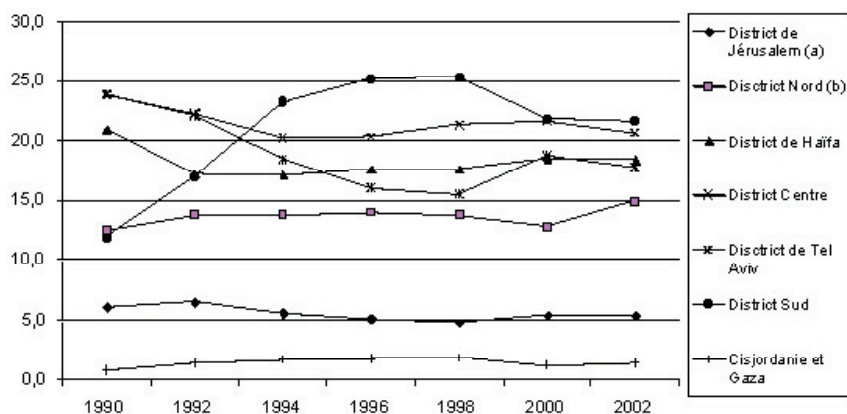
Alors, quand en 1989 le bloc soviétique s'effondra, que des milliers de juifs affluèrent en Israël et que le gouvernement israélien commença à planifier leur installation, ceci ne se fit pas sans accentuer la complexité de la fracture socio-spatiale du pays. Entrés dans un rapport de force les opposants aux « populations urbaines ashkénazes », les « séfarades des périphéries urbaines » ont ressenti, en premier lieu, ce retour de juifs soviétiques « ashkénazes » comme l'anéantissement de leur « espoir » de composer bientôt une majorité démographique en Israël¹⁴ et de s'assurer, peut-être, un avenir meilleur (au moins localement). En fait, ces espoirs étaient bien minces car leur position sociale n'avait que peu évolué depuis les années soixante-dix. En 1985, la proportion de *sabarim*¹⁵ d'origine orientale occupant un emploi d'ouvrier était identique à celle de leurs parents nés à l'étranger tandis que, pour la seconde génération d'origine ashkénaze, elle avait diminué de près de la moitié principalement au profit des postes de cadres moyens (Bensimon, 1989). Pis encore, à cette date, la proportion d'Orientaux de la seconde génération dans le haut de l'échelle sociale (professions libérales et cadres supérieurs) était inférieure à celle de leurs parents : autant d'éléments qui ne pouvaient qu'accroître le sentiment de discrimination et de ségrégation.

Dans ce contexte social fait de tensions et de divisions croissantes, la politique de répartition des nouveaux immigrants a pris un caractère très sensible car elle devait à la fois répondre aux objectifs de dispersion de la population dans les zones périphériques afin d'éviter de renforcer la concentration démographique sur la plaine côtière et servir les objectifs stratégiques de l'État (Menahem, 1996). La politique de construction de logements dans les espaces périphériques a eu pour conséquences de raviver les tensions entre Ashkénazes et Séfarades et d'amener au cœur même des « territoires séfarades », des populations ashkénazes. En effet, en favorisant la construction de nouveaux logements en Galilée, dans le Néguev et au-delà de la ligne verte, ces espaces traditionnellement séfarades ont vu émerger de nouveaux quartiers où se sont installés des milliers d'ex-Soviétiques (cf. figure 2).

14. Depuis sa création, l'État d'Israël a vu la part de sa population d'origine européenne ou américaine s'amoindrir passant ainsi de 88 % en 1948 à 49 % à la fin des années quatre-vingt.

15. Personnes nées en Israël.

Figure 2 – Répartition par districts des nouveaux immigrants d'ex-URSS (1990-2002)



(a) : inclus Jérusalem-est ; (b) : inclus Golan ; (c) : uniquement les Israéliens des colonies.

N.B. ÷ Ne sont pas inclus les enfants nés en Israël de mères venues d'ex-URSS.

Source : Central Bureau of Statistics, Israel.

Dans le Néguev (devenu progressivement le premier espace d'accueil des immigrants), cette rencontre a pu conduire à de vives tensions. Face aux mécontentements manifestés par les ex-Soviétiques confrontés aux problèmes d'installation et d'emplois, les *vatikim*¹⁶ ont été quelque peu choqués par ces attitudes, le « second Israël » ressentant comme une injustice les plaintes des ex-Soviétiques (Berthomière, 1998)¹⁷. Les Séfarades vivaient d'autant plus mal les plaintes des ex-Soviétiques que ceux-ci n'avaient pas été obligés, comme eux l'avaient été, de s'installer dans des villes périphériques du pays. De surcroît, pour nombre de Séfarades, qui n'avaient eu que le choix d'y rester, les nouveaux immigrants, qui se sont installés dans les villes de développement, suite aux problèmes d'insertion économique

16. Terme hébreu signifiant « vétéran », utilisé pour définir les « Israéliens de longue date ».

17. Dans cette incompréhension mutuelle est sous-jacente une interaction de temporalités distinctes. Les Séfarades replacent les doléances des ex-Soviétiques dans « le temps long d'Israël » tandis que ces derniers produisent leurs revendications dans le « temps long de la diaspora ». Ainsi, pour les premiers, les plaintes des ex-Soviétiques sont « irrecevables » car ils doivent, comme eux l'ont fait, construire leur nouvelle vie en Israël de leurs « propres mains » et non « à coup de subventions de l'État » ; pour les intéressés, l'État doit les soutenir car depuis toujours le souhait de voir immigrer la communauté juive d'URSS a été formulé et maintenant que ce vœu est réalisé, il faut « l'assumer ».

qu'ils rencontraient dans le centre du pays, ont été rapidement perçus comme des concurrents « déloyaux ». Très qualifiés et « nantis » par les aides de l'État (notamment à travers l'aide à l'accès à la propriété¹⁸), ces immigrants ont capté l'attention des employeurs et n'ont fait qu'aviver le sentiment de discrimination des Séfarades confrontés au chômage fort élevé de ces villes nouvelles (Isralowitz *et al.*, 1992).

En reléguant une large part de la prise en charge de l'installation des nouveaux immigrants au secteur privé, les tensions créées par les nouveaux immigrants ont été d'autant plus fortes que les jeunes d'origine séfarade ont pour certains été contraints d'abandonner leur projet d'installation dans les espaces centraux d'Israël du fait de la flambée des prix à la location et à la vente de l'immobilier dans ces espaces. Pour nombre de jeunes, leur exclusion de ces espaces a pu avoir pour conséquences de gonfler les rangs des Israéliens résidant dans les cités-dortoirs des colonies de Cisjordanie comme Ma'ale Adoumim ou Ariel (Berthomière, 2001).

Le sentiment de discrimination dans ces espaces périurbains et ruraux était d'autant plus fort que leur situation sociale, en termes d'éducation et de catégories d'emplois n'avait toujours que peu évolué. À la fin des années quatre-vingt-dix, le revenu moyen des Séfarades était estimé à moins de 70 % de celui des Ashkénazes (Klein, 1999). Ainsi, malgré les difficultés socio-économiques que partageaient le « Second Israël » avec de nombreux ex-Soviétiques, les rapports entre ces populations se sont cristallisés autour de la question ethnique, d'une concurrence communautaire sur le terreau fertile qu'avaient produit les dysfonctionnements de la politique d'aménagement du territoire.

Ainsi, un « parti ethnique » comme le *Shas*¹⁹ a pu s'attirer les faveurs des jeunes générations séfarades en leur proposant l'aide sociale et la reconnaissance que ne leur avaient jamais témoignées les Travaillistes, ni la droite d'ailleurs. Dès sa première participation, les suffrages exprimés lui ont permis d'obtenir quatre sièges à la Knesset en 1984 et six quatre ans plus tard (cf. tableau 2). En prenant des électeurs séfarades au *Likoud* mais aussi au PNR, le succès du *Shas* a affirmé « l'ethnicisation » grandissante de la société israélienne.

18. En septembre 2000, plus des 4/5 des immigrants ex-soviétiques entrés en Israël lors de la grande vague migratoire des années 1990, 1991 et 1992 étaient propriétaires. En 1989, la part des propriétaires dans l'ensemble de la population israélienne était de 70 %.

19. Parti séfarade orthodoxe créé en 1984.

Tableau 2 - Nombre de sièges obtenus à la Knesset par les principaux partis religieux, le Parti travailliste et le Likoud et les partis « russes » (1977-2003)

	1977	1984	1988	1992	1996	1999	2003
<i>Parti Travailliste/One israel</i>	32	44	39	44	34	26	19
<i>Likoud</i>	43	41	40	40	32	19	38
<i>Parti National Religieux (PNR)</i>	5	4	5	6	9	5	6
<i>Shas (parti orthodoxe séfarade)</i>	-	4	6	6	10	17	11
<i>Israel ba-Aliya</i>	-	-	-	-	7	6	2
<i>Israel Beiteinou</i>	-	-	-	-	-	4	4

Source : Claude Klein (1999), *État en quête d'identité*, Florence, Casterman-Guinti, p. 62-63 et Knesset website.

Contrairement à ce que notait Judith Shuval dans les années quatre-vingt, l'approfondissement des clivages sociaux a évolué vers une « ethnisation » des partis politiques (Shuval, 1998). Lors des élections de 1999, les votes opérés dans les villes de développement ont retranscrit avec clarté les tensions suscitées par la permanence des inégalités socio-spatiales. Le parti *Shas* a effectué dans ces espaces son meilleur score avec deux fois plus de voix qu'à l'échelle nationale (21,9 % contre 14,1 %). Presque caricaturalement, le parti russe, *Israel ba'Aliya*, réalise également son plus haut résultat dans ces mêmes villes avec un score quasi identique à celui du *Shas* en termes de proportion (9,8 % contre 5,7 %).

Cette « ethnisation » de la société mise en lumière par le retour des juifs d'ex-URSS a été rendue d'autant plus perceptible qu'elle a reposé sur un processus de communautarisation. À la fois cause et conséquence de la politique d'accueil mise en place par l'État et de la tension sociale qui entoure cette immigration, la géographie des espaces de vie des juifs ex-soviétiques a été de plus en plus déclinée en termes de repli et de ségrégation. Bien qu'aucune relation de causalité ne puisse être implicitement établie entre ségrégation résidentielle et cohésion sociale, cette relation acquiert toutefois toute son importance par un effet de lieu. La dimension idéologique du retour dans l'idéologie israélienne et l'importance numérique de l'immigration ont de fait donné corps à cette problématique.

L'approche statistique de cette question a montré que les réseaux sociaux des ex-Soviétiques installés dans les espaces économiquement abordables ont généré l'établissement de filières migratoires qui n'ont fait

que renforcer l'idée du caractère « communautaire » de certaines localités, de certains quartiers. La ville de Jérusalem, haut lieu stratégique pour les gouvernants israéliens, a très clairement illustré ces dynamiques ségrégatives en illustrant à la fois les facteurs économiques et géopolitiques sous-jacents avec une forte polarisation des lieux d'installation, soit dans les quartiers sud-ouest de la ville – caractérisés par un habitat souvent dégradé – et ceux du nord-est, récents et en plein essor du fait de leur inscription dans une dynamique urbaine visant à contrôler la partie palestinienne de la ville (cf. figure 3, p. 333).

Cette « reconstruction » de la diaspora juive d'ex-URSS en Israël a notamment été très perceptible au sein de groupes juifs très identifiables comme les juifs d'Asie centrale ou du Caucase. À la fin des années quatre-vingt-dix, les juifs de Tbilissi montraient ainsi une forte propension au rassemblement dans les villes de Bat Yam et de Holon, situées dans la conurbation de Tel Aviv. Ce groupe juif est en effet le seul à avoir choisi ces deux villes comme principaux lieux de résidence et ceci très nettement car plus de la moitié du groupe géorgien y résidait. Parmi ceux venus des métropoles de ces régions orientales, le cas des immigrants de Tachkent et de Douchanbe est également parmi les plus remarquables. L'essentiel de ces immigrants s'est regroupé à Tel Aviv. Plus de 3 800 juifs de Tachkent et 2 455 de Douchanbe l'ont choisie comme première ville de résidence et plus particulièrement ses quartiers sud. Deux éléments permettent de comprendre cette attirance : premièrement, ces quartiers ont été le lieu d'implantation des juifs d'Asie centrale arrivés au début du siècle, notamment le quartier de Shapira ; deuxièmement, ces quartiers sont des espaces mixtes où se juxtaposent des friches industrielles et un habitat vieillissant, ce qui en fait une zone de logements à faible coût.

Plus largement à l'échelle des localités israéliennes, ces phénomènes de regroupement sont fort visibles, notamment dans des villes de développement comme Beersheva où les quartiers de résidence connaissent d'importants déséquilibres de répartition de la population immigrante qui correspondent dans la plupart des cas à des logiques de groupes notamment pour les populations évoquées précédemment (cf. figure 4, p. 334).

Ces observations ne doivent pas chercher à valider la condition implicite du lien qui pourrait exister entre regroupement « communautaire » et perte de cohésion sociale mais bien plus à souligner la difficulté qu'entraîne la prise en charge du retour.

Le panorama ici dressé d'une situation de retour sous différents angles d'approche souligne donc la densité de ce thème de recherche. Au-delà du cœur du questionnement que constitue la problématique de la fin de l'exil,

Figure 3 - Principaux quartiers de résidence des immigrants d'ex-URSS à Jérusalem (1995 et 1999)

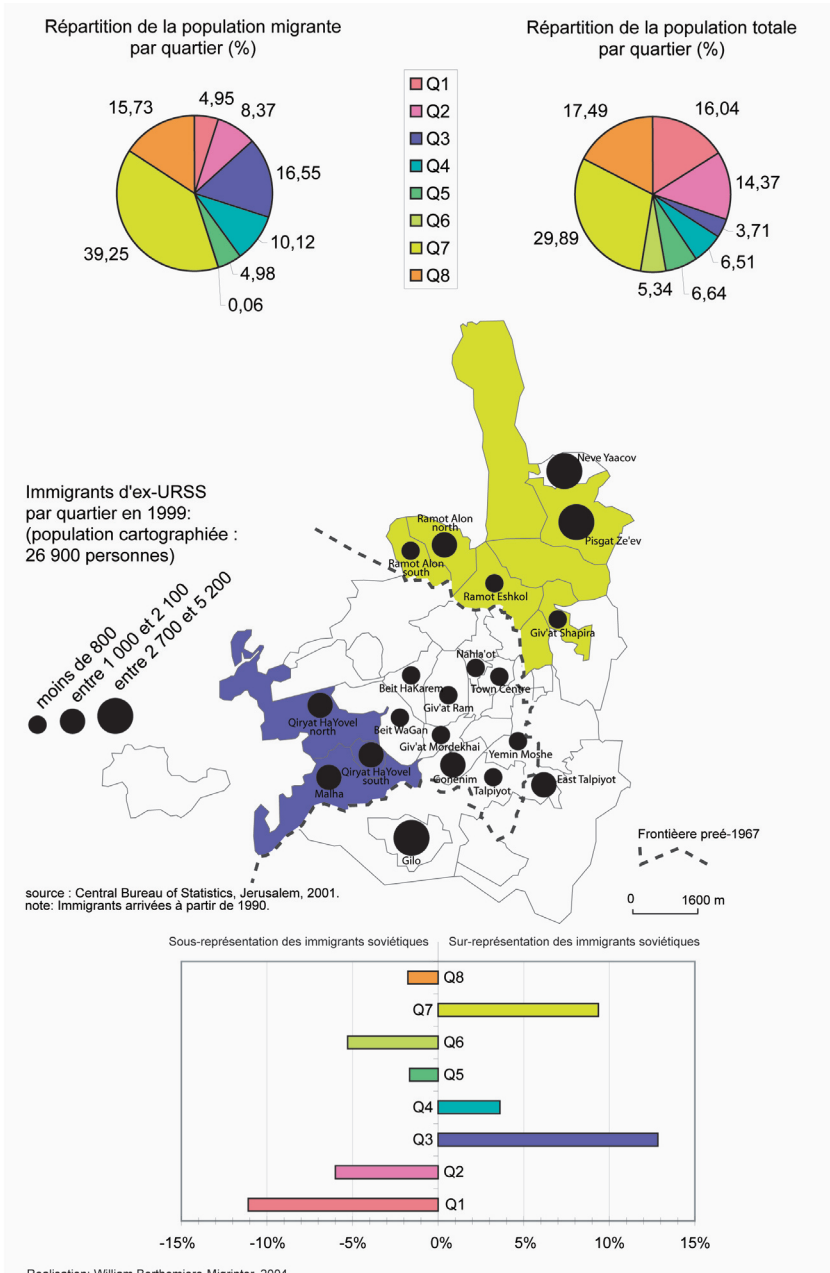
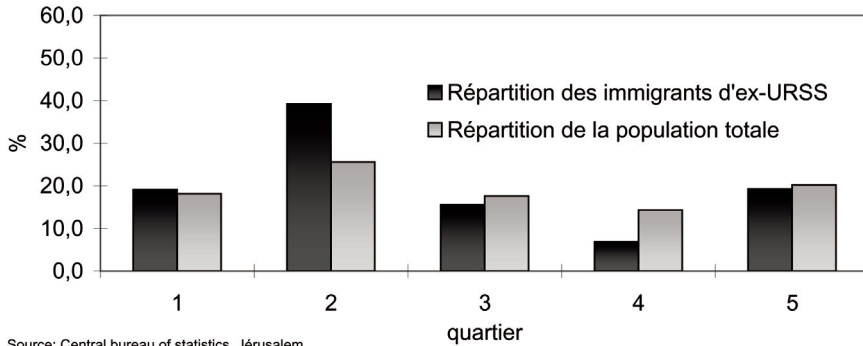
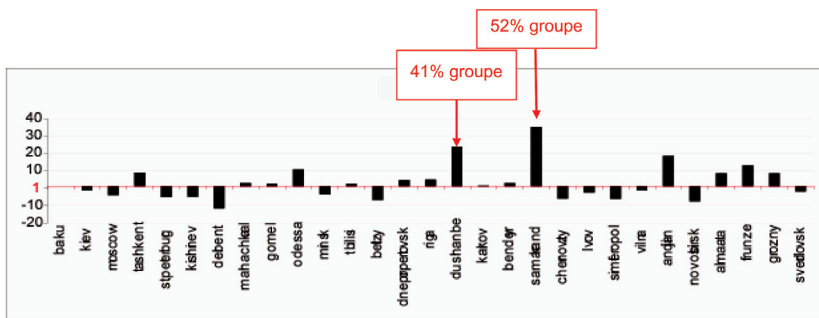


Figure 4 - Beersheva : Répartition des immigrants d'ex-URSS et de la population totale par quartier de résidence en 1995



Source: Central bureau of statistics, Jérusalem.

Figure 5 - Beersheva – Quartier 1 (Shekhuna Dalet) Écart au profil moyen de répartition de la population ex-soviétique dans le quartier selon la ville d'origine en ex-URSS (1995)



une variété de points d'analyse doit être envisagée pour qui veut explorer cette question. Dans le cas israélien, cette tâche est d'autant plus intéressante que le retour est un élément constitutif de l'idéologie nationale. La situation de retour suscite des dynamiques sociales qui sont autant de témoins permettant d'estimer la capacité d'Israël à « perpétuer un vouloir vivre ensemble » (Dieckhoff, 1998 et 1999).

Plus largement, le recours à la notion de temporalités sociales pour décrire la situation israélienne suggère que le retour reste une notion difficilement saisissable. Construite dans le cas d'Israël sur le présupposé qu'il s'agit d'une donnée immuable, la notion de retour n'en demeure pas moins une donnée à l'épreuve du temps. La révolution sioniste comportait en son sein une notion « commensale » qu'est l'oubli. L'examen réalisé dans cette étude en est l'illustration puisqu'il s'est agi, pour reprendre Marc Augé (1998), de décrypter les formes de l'oubli, de lire la notion de retour à travers ce qui l'éloigne ou la rapproche de « la certitude de la continuité ».

Références

ALTERMAN Rachelle, 2002, *Planning in the Face of Crisis. Land Use, Housing and Mass Immigration in Israel*, London, Routledge.

ANTEBY Lisa, 1998, « Post-sionisme et *Aliyah* : Regards sur l'immigration d'Éthiopie et de l'ex-Union soviétique en Israël », *Bulletin du CRFJ*, Automne, n° 3.

ANTEBY Lisa, 1999, « De nouveaux citoyens à la peau noire : les juifs éthiopiens en Israël », *Les Cahiers de l'Orient*, n° 54.

AUGÉ Marc, 1998, *Les formes de l'oubli*, Paris, Payot.

BERTHOMIÈRE William, 1998, « L'épopée des juifs d'ex-URSS en Israël », *Confluences Méditerranée*, n° 26.

BERTHOMIÈRE William, 2001, « L'immigration d'ex-URSS et les colonies de Cisjordanie et de Gaza », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol. 16-3.

DIECKHOFF Alain, 1998, « Entre citoyenneté et nationalité », *Confluences Méditerranée*, n° 26.

DIECKHOFF Alain, 1999, « Israël, une nation plurielle », *Les Cahiers de l'Orient*, n° 54.

DOMINITZ Yehuda, 1997, « Israel's Immigration Policy and the Dropout Phenomenon », in N. Lewin-Epstein *et al.* (eds.), *Russian Jews on Three Continents: Migration and Resettlement*, London, Frank Cass (The Cummings Center Series).

- EISENTADT S. N., 1986, *The development of the Ethnic Problem in Israeli Society*, Jerusalem, The Jerusalem Institute for Israel Studies, 45 p.
- FORAN Niva, 1992, «Upper Nazareth: The City that Absorbs New Immigrants», in Y. Golani *et al.* (eds.), *Planning and Housing in Israel in the Wake of Rapid Changes*, Tel Aviv, R & L Creative Communications.
- ISRALOWITZ R., ABU SAAD I., 1992, «Soviet Immigration: Ethnic Conflicts and Social Cohesion in Israel», *International Journal of Group Tensions*, vol.22, n°2.
- JONES Clive, 1996, *Soviet Jewish Aliyah, 1989-1992. Impact and Implications for Israel and the Middle East*, London, Frank Cass.
- KLEIN Claude, 1999, *Israël, État en quête d'identité*, Firenze, Casterman-Giunti (XX^e Siècle).
- MENAHM Gila, 1996, «Urban Restructuring and the Absorption of Immigrants: A Case Study in Tel-Aviv», in N. Carmon (ed.), *Immigration and Integration in Post-Industrial Societies: Theoretical Analysis and Policy-Related Research*, London, Macmillan Press. (Migration, Minorities and Citizenship).
- MOIA, 1996, *Immigrant Absorption: Situation, Challenges and Goals*, Jerusalem, Ministry of Immigrant Absorption, Planning and Research Division.
- RAIJMAN R., SEMYONOV M., 1998, «Best of Times, Worst of Times, and Occupational Mobility: The Case of the Soviet Immigrants in Israel», *International Migration*, vol. 36 (3).
- RAM Uri, « Mémoire et identité : sociologie du débat des historiens en Israël » in Fl. Heymann, M. Abitbol, 1998, *L'historiographie israélienne aujourd'hui*, Paris, CNRS Éditions (CRFJ Mélanges).
- ROZENBLUM Serge-Allain, 1982, *Être juif en URSS*, Paris, PUF (collection de la RPP).
- SHUVAL Judith, 1998, «The Sociology of Migration in Israel: A Critical View», in Elazar Leshem, Judith Shuval (eds.), *Immigration to Israel. Sociological Perspectives*, London, Transaction Publishers (Volume VIII: Studies of Israeli Society).
- SIEGEL Dina, 1998, *The Great Immigration. Russian Jews in Israel*, New York, Berghahn Books. (New directions in Anthropology, vol. 11).
- YEHOSHUA Avraham B., 2005, *Israël : un examen moral*, Paris, Calmann-Lévy.